

Hausse des frais d'inscription en France : une fermeture qui ne dit pas son nom

- La classe moyenne marocaine sera contrainte de rester au pays ou de changer de destination.
- L'offre locale se diversifie mais des efforts sont encore nécessaires sur le plan qualitatif.
- Les professionnels de l'enseignement peu critiques vis-à-vis de la décision française.

L'annonce de la hausse des frais d'inscription dans les universités françaises a fait l'effet d'une douche froide au Maroc. La raison, «globalement le nombre d'étudiants marocains inscrits à l'étranger a frôlé la barre de 50 000 étudiants cette année dont presque 80% en France. Sur les 5 dernières années, près de 10 000 étudiants supplémentaires ont opté pour des études à l'étranger», déclare Abdennasser Naji, président d'Amaguen (Association pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement) et membre du conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique. Les Marocains constituent la première communauté d'étudiants étrangers en France. De par la proximité culturelle, géographique et linguistique, la France, dont le coût des études est resté jusque-là abordable, est le premier choix des étudiants et des parents. Dès lors, la hausse des frais de scolarité pour les non-européens fixés désormais à 2 770 euros par an en licence et à 3 770 euros en master et doctorat fera basculer, d'après plusieurs directeurs d'établissements supérieurs au Maroc, le choix vers des destinations moins chères ou vers des formations au Maroc.

Selon M. Naji, l'engouement pour les études à l'étranger a déjà diminué de façon conséquente. «Preuve en est, le taux de mobilité est passé de 5,7% en 2013 à 4,7% en 2017. Cela est dû aux efforts de l'Etat visant l'augmentation du taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur qui a gagné 10 points de pourcentage en 5 ans, passant de 25% en 2012-2013 à 35% en 2017-2018», explique-t-il. L'offre des universités et des écoles supérieures a en effet été étouffée et mieux répartie sur le territoire national durant la dernière décennie. On peut citer la création de



SI POUR DES RAISONS FINANCIÈRES LES ÉTUDIANTS MAROCAINS N'ARRIVENT PAS À ÉTUDIER DANS L'HEXAGONE, ILS CHOISIRONT DES DESTINATIONS LOW COST À LEURS RISQUES ET PÉRILS

l'Université Mohammed VI polytechnique de Ben Guerir, l'Université euro-méditerranéenne de Fès, l'École centrale de Casablanca, l'Essec Afrique à Rabat, Em-Lyon Casablanca, Toulouse Business School Casablanca, sans compter les universités et écoles publiques...

Le but de l'implantation de ces écoles et de ces universités, dont une majorité de françaises, est, d'une part, de diversifier leurs campus dans le monde, se rapprocher du bassin d'étudiants d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, mais aussi de retenir ces profils dans leur pays. Une sorte d'ouverture des écoles françaises sur le

monde, voire de délocalisation de la formation à prix forts. A titre d'exemple, le prix de la formation à EM Lyon est de 105 000 DH par an. A Centrale Casablanca, les frais atteignent 50 000 DH par an, pour les non-boursiers. TBS Casablanca facture 5 500 euros pour «s'adapter au niveau de vie au Maroc», nous dit-on, contre 8 400 euros à Toulouse.

La France opte pour les Russes et les Asiatiques

L'annonce du gouvernement français ne surprend pas trop les professionnels de l'enseignement. «Ces dispositions qui exigent des frais plus élevés des étrangers par rapport aux nationaux existent déjà au Canada, aux Etats-Unis et en Turquie. Malgré ces nouveaux frais, la France reste une destination d'études abordable. Néanmoins, une partie de la population marocaine sera écartée de la possibilité de poursuivre ses études en France. Seuls 15 à 25% de la population marocaine pourront encore envoyer leurs chérubins poursuivre leurs études dans l'Hexagone», commente Abderrahmane Lahlou, directeur fondateur du Centre de formation et

de perfectionnement des enseignants. Pour Thami El Ghorfi, président de l'ESCA, école de management, le flux des étudiants marocains qui iront en France ne fléchira pas. «Dans le marché mondial de l'éducation, il est normal que la France cherche à mettre en place des frais d'inscription. Le contributeur français ne pourra pas payer indéfiniment pour l'étudiant étranger. Mais cela ne baissera pas pour autant le nombre d'étudiants qui arrivent en France chaque année. Néanmoins, la classe moyenne marocaine, qui n'est pas en mesure de payer ces frais, trouvera une alternative moins chère au Maroc», déclare M. El Ghorfi.

Abdennasser Naji abonde dans le même sens. «Le pourcentage des étudiants appartenant à cette catégorie sociale diminuera très probablement. Il y aura ainsi en France un paysage étudiant mixte plus homogène, et plus riche économiquement et socialement parlant», analyse-t-il. «Étudiants russes, chinois et indiens seront plus nombreux et devront l'être», a déclaré le président français, Emmanuel Macron, le 20 mars 2018, à l'Institut de France. En revanche, les étudiants africains le seront moins

malgré la promesse de leur octroyer plus de bourses.

Retenir les étudiants au Maroc

Pour Mohamed Derrabi, directeur de TBS Campus Casablanca, ce sont les étudiants en master et doctorat qui seront les plus touchés par ces frais d'inscription différenciés. «Plus particulièrement, la France a beaucoup contribué à la formation des professeurs destinés aux universités marocaines. Au regard des places limitées pour ce type de formation au Maroc, l'effet se fera sentir. D'un autre côté, arrêter ses études à la licence signifie être condamné à de petits boulots et à des salaires minimes», déclare le directeur de TBS Casablanca. «Si la qualité de l'enseignement au Maroc ne convainc pas les parents et étudiants, ils seront prêts à payer plus cher ailleurs pour pouvoir intégrer le marché de l'emploi plus rapidement», poursuit-il.

Cela revient à dire qu'il faudra des efforts dans l'amélioration de l'offre. «Il existe en effet des établissements dont la qualité a fait largement ses preuves, mais il y en a d'autres (qui représentent malheureusement la majorité) dont la qualité laisse à désirer. L'implémentation de la vision 2015-2030 (qui focalise ses orientations sur la qualité de l'enseignement à tous les niveaux) nous doterait d'établissements de l'enseignement supérieur qui pourraient rivaliser avec l'offre internationale. Ce qui aiderait à retenir nos étudiants dans leur pays. Au cas contraire, si pour des raisons financières les étudiants marocains n'arrivent pas à étudier dans l'Hexagone, ils choisiront des destinations low cost à leurs risques et périls», déplore M. Naji. Par destination low cost, on fait souvent allusion à l'Europe de l'Est. Et pour ceux qui y vont, se pose généralement la question de l'équivalence des diplômes ■

WIAM MARKHOUS

Quelles alternatives en dehors de l'Hexagone

Portugal : des études dispensées en anglais à des prix compétitifs



Pays très proche du Maroc, le Portugal présente une offre de formation intéressante aux normes européennes. Ce pays compte 14 universités publiques et 17 établissements supérieurs privés, incluant un réseau d'instituts polytechniques. Le coût de la formation varie de 1000 à 1500 euros par an. Les places dans les résidences universitaires coûtent 100 euros. Même le loyer est abordable à Lisbonne: entre 150 et 400 euros/mois pour un appartement. Pour la nourriture et les transports, il faut compter 250 euros par mois. L'enseignement au Portugal est accessible aux étudiants lusophones. Mais des filières peuvent être dispensées en anglais.

Roumanie : les études peuvent être gratuites à condition d'être performant

Membre de l'Union européenne depuis 2007, ce pays présente une offre intéressante d'études supérieures, que ce soit dans les universités publiques reconnues par l'Etat ou privées non encore reconnues. C'est le système LMD (licence, master, doctorat) qui prévaut. Les études sont dispensées en roumain. Une année préparatoire est donc nécessaire pour apprendre la langue. Toutefois, l'enseignement est dispensé en anglais, français ou allemand dans de nombreuses filières. Les tarifs sont parmi les plus bas d'Europe, mais les cours dispensés en français ou en anglais sont plus chers que ceux donnés en langue roumaine.

Les tarifs de la licence varient, selon la filière, de 270 euros/mois, pour les cours d'agronomie par exemple, à 360 euros/mois (minimum) pour la médecine et la pharmacie et 200 euros pour la psychologie. Des filières comme le théâtre, l'art et le cinéma sont dans une fourchette de 420 à 950 euros/mois. Pour les études postuniversitaires ou de doctorat, les tarifs varient légèrement. Les étudiants qui paient leurs frais de scolarité au début de leurs études peuvent en être exemptés plus tard, dans les mêmes conditions que les citoyens roumains, en conformité avec les critères de performance scolaire. Il suffit, pour ce faire, d'avoir de très bonnes notes. Le coût de la vie est estimé à 400 euros, voire 550 euros, sans compter les frais d'installation (aménagement, achat de vêtements chauds, déplacements).

La Russie : les études sont payantes et une offre de formation en français disponible

En dehors de l'Europe occidentale, c'est l'une des destinations de choix des étudiants marocains. Il existe plus de 600 universités publiques et privées au pays des Tsars. Les cours sont dispensés en russe, mais une vingtaine de filières sont dispensées en anglais ou en français. La Russie présente une offre d'études diversifiée basée sur un système de premier cycle d'une durée de 4 ans (équivalent licence). Une année de licence coûte en moyenne entre 3000 et 3340 dollars et peut culminer à 11 620 dollars dans une université privée. Après la licence, il est possible de s'inscrire en maîtrise pour une durée de deux ans. Les frais de scolarité vont de 3670 à 4000 dollars par an.

Pour une formation plus pratique, un étudiant peut opter pour le «cycle spécialiste» d'une durée minimum de 5 ans. La formation est couronnée par un diplôme d'études supérieures. Une année de formation revient entre 3340 et 3670 dollars et peut atteindre 10 540 dollars pour les universités prestigieuses.

La formation en sciences médicales et en pharmacie (dispensée en français) est facturée 4170 à 4500 dollars par an.

Les programmes de doctorat (3 ans) sont un peu plus coûteux. La fourchette est de 4000 à 4370 dollars par an.

Les étrangers non russophones doivent suivre des cours préparatoires (langue russe et autres disciplines) pendant une année. Les frais sont fixés à 2000 dollars.

La bonne nouvelle réside dans le coût de la vie en Russie qui demeure abordable, hormis Saint-Petersbourg et Moscou. Il est situé entre 300 et 400 dollars par mois sans compter les frais d'installation. Une liste de 50 universités russes accréditées par l'Etat marocain est disponible sur le site du ministère de l'enseignement supérieur.

Turquie : privilégier les universités publiques



Doté d'un enseignement supérieur de qualité respectant les standards européens, l'offre d'universités et de filières turques est très développée. Durant l'année universitaire 2016-2017, 649 étudiants marocains ont rejoint le pays d'Ataturk. Mais pour un choix économique de qualité (bénéficiant d'une reconnaissance à l'international), il est plus judicieux d'opter pour une des 109 universités publiques turques bien qu'elles soient très sélectives. Elles offrent des cursus académiques et d'autres professionnels en langue turque ou en anglais. Apprendre la langue turque est donc nécessaire. Les programmes varient de l'économie, à la psychologie, en passant par l'ingénierie, la médecine ou la dentisterie...

Dans les universités privées, plus ouvertes sur les étudiants internationaux, les frais de scolarité vont de 15 000 à 20 000 dollars pour les plus prestigieuses. D'autres universités privées moins cotées demandent de 4000 à 8000 dollars.

C'est le système LMD (licence, master, doctorat) qui prévaut en Turquie comme dans la plupart des pays. Il faut compter entre 380 et 1000 dollars par année universitaire selon les filières. Il est possible de bénéficier d'une réduction des frais d'inscription ou encore d'une bourse de l'Etat. Il faut compter entre 400 et 500 dollars par mois dans une ville universitaire.

Espagne : une formation moins chère à proximité du Maroc



L'Espagne est une destination très prisée par les étudiants internationaux, notamment marocains pour la proximité, le coût et la qualité des études et de la vie. On trouve trois catégories d'universités : publiques, privées et religieuses. Elles sont 82 universités dont 50 publiques et 32 privées. Ces établissements délivrent tous types de diplômes d'ingénierie. Après l'adaptation à l'espace européen de l'enseignement supérieur (EES), la nouvelle structure d'études universitaires de l'Espagne est composée de trois cycles : Grado, Master et Doctorat. Les frais de scolarité dans les universités publiques sont définis chaque année par les communautés autonomes en fonction d'une fourchette déterminée au niveau national, et varient selon la formation choisie et le niveau d'études. Les frais de scolarité du bachelier degree (licence) coûtent entre 750 et 2100 euros/an. Le master et le doctorat entre 900 et 3300 euros/an. Dans le privé, les frais de scolarité atteignent au maximum 18 000 euros/an pour tout type de formation. Dans les Business Schools, il faut compter plus de 20 000 euros/an. Mais certaines petites universités sont accessibles telles que l'université de Catalogne avec des frais de 1500 euros/an ou celle de Jaen avec une moyenne de 1000 euros/an. Pour les charges personnelles, il faut compter 800 à 1000 euros à Madrid ou Barcelone et 600 à 900 euros dans des villes telles que Valence, Cadix ou Grenade en Andalousie.